

9 Avril

Solidaires^{finances}



OUI ! D'autres choix

sont Possibles et Indispensables !



Suppression d'emplois, suppression d'implantations, gel du point d'indice, baisse des promotions, délitement et perte de sens et de contenu de nos missions et donc amputation de celles ci, conditions de travail qui se dégradent inexorablement dans toutes les directions des ministères économiques et financiers : les agents font face à un véritable rouleau compresseur remettant en cause leur capacité à être au service de l'ensemble des citoyens pour se retrouver bien malgré eux au service de la seule entreprise.



Le 9 avril, toutes et tous solidaires contre les politiques d'austérité réservées au seul monde du travail et la prospérité indécente pour quelques uns, nous devons leur faire savoir que nous ne sommes pas dupes ! Qu'il n'est pas question de perdre notre vie à la gagner.



A nous tous-tes, aux fonctionnaires, aux salarié(e)s du privé, aux demandeurs(es) d'emplois, aux retraité(e)s..., «on» voudrait faire croire que c'est la crise. «On» voudrait nous faire croire que pour rétablir la compétitivité de « nos » entreprises et préserver un tant soit peu nos emplois, sous la prétendue contrainte d'une mondialisation présentée comme non négociable (TAFTA..), il faudrait procéder à des ajustements structurels et mener des cures d'austérité détruisant ainsi le modèle social d'un État dit «Providence» qui, pendant les quelques décennies de son existence, nous auraient consenti trop de largesses et ne nous auraient pas assez réclamé d'efforts.



Le temps du «purgatoire» serait venu. En rémission de ces «péchés» par excès de jouissance, de choix de la facilité, nous serions désormais condamnés à verser, métaphoriquement souhaitons le, « du sang et des larmes » et à nous serrer la ceinture en attendant des lendemains... ou surlendemains... qui chanteraient à nouveau.



«On», ce sont ces actionnaires, le MEDEF et tous ces dirigeants politiques et chroniqueurs auto-proclamés de nos vies, certains convertis plus ou moins récemment au culte de l'entreprise et de son actionariat. Tout ce petit monde s'érige devant nous comme une élite proclamant qu'elle sait, elle, ce qui est bon pour nous.



Ce seraient, figées dans le marbre de nouvelles tables, les lois intangibles de l'économie auxquelles ces élites auraient pour tâche de nous conduire, de nous soumettre. Il n'y aurait pas d'autre alternative possible, sinon le chaos et l'enfer de choix encore plus rétrogrades et réactionnaires.

Mais sommes nous condamnés à cette impasse ? Au sud du continent européen, des populations se lèvent aujourd'hui avec la volonté démocratique et sociale de démontrer le contraire. Nous aussi, nous revendiquons le droit à l'hérésie, du grec « haïresis » : « choix ».

Faisons du 9 avril, partout en France, à l'appel de la CGT, de FO et de Solidaires, une journée de grève interprofessionnelle et de manifestations avec l'objectif de faire converger les luttes qui, dans leurs diversités, dénoncent, toutes, les politiques d'austérité et de revendiquer un autre partage de la richesse.

Clamons haut et fort notre NON à l'austérité destinée aux seul(e)s salarié(e)s, retraité(e)s, demandeurs(euses) d'emplois, pendant que se multiplient les cadeaux aux patrons et aux actionnaires qui se portent de mieux en mieux. La casse des services publics, ce patrimoine de ceux qui n'en ont pas, se poursuit, et nos conditions de travail et de vie se détériorent sur l'autel d'une rentabilité qui cache mal l'accaparement par une minorité des richesses produites par notre travail.

Les mesures de régression sociale se multiplient...

Le « Pacte de responsabilité », la loi de simplification de la vie des entreprises... mettent au cœur de l'action publique la seule entreprise, érigée en « divinité » qu'il faudrait savoir séduire, lui réservant grâces, cadeaux, avantages et facilités. Pour les salariés, ces êtres de chair et de sang mais vagues ressources anonymes aux yeux de l'élite dirigeante, reste à subir les sacrifices induits par les générosités consenties aux entreprises et à leurs actionnaires.

► **Et pendant ce temps là... 10 %, en moyenne, des actifs des banques en Europe sont consacrés à des prêts aux entreprises, 15 % à des prêts aux ménages, les 75 % restants se retrouvent surtout en placements sur les marchés financiers. (Source : D. Plihon, professeur d'économie financière à Paris XIII, « économiste atterré »)**

► **Et pendant ce temps là... les quatre dirigeants de PSA Peugeot Citroën ont augmenté de près de 6 millions d'euros leur rémunération en 2014, selon les résultats du groupe publiés mercredi 18 février, leur rémunération atteignant le chiffre vertigineux de 14,1 millions d'euros.**

► **La réforme territoriale**, avec ses grandes régions, ses métropoles et ses intercommunalités concentrant de plus en plus de compétences, éloigne les centres de décisions des citoyens et administrés. **Elle dévitalise la démocratie tout en permettant à l'État de réduire et concentrer encore plus ses moyens.** D'un côté, l'abandon de territoires entiers et de leurs populations, en particulier en zones rurales. De l'autre, une réforme qui organise le service au seul bénéfice des grandes entreprises et grands groupes financiers dans de grandes agglomérations.

► **La fonction publique** subit elle aussi les conséquences de cette politique démentielle d'alignement néo-libéral : revue des missions, réforme territoriale de l'Etat, PPCR, RIFSEEP, mutualisations en tout genre, réduction d'effectifs...

► **Les missions des ministères économiques et financiers, dans un contexte qui nécessiterait pourtant leur renforcement, ne sont pas considérées prioritaires.** Ils subissent suppressions massives d'emplois, amputation de leurs moyens, dégradation des conditions de travail et remise en cause des conditions d'exercice de missions dénaturees.

Tout ceci au détriment de la lutte contre la fraude fiscale et du contrôle des dépenses publiques nécessaire à la cohésion sociale, du soutien de leurs comptables publics aux 36.000 communes de France, enjeu pour l'exercice d'une démocratie de proximité, d'un véritable service de protection des consommateurs, de contrôles douaniers indispensables face à la dérégulation des grands marchés globaux, d'une administration qui contrôle les dangers de l'industrie. L'« exemplarité » bercyenne sans doute...

► **Et, pendant ce temps là... 56 milliards de dividendes et cadeaux sous forme de rachats d'action ont été versés aux actionnaires du CAC 40 en 2014, soit une hausse de 30% en un an. (Source : la lettre spécialisée Vernimmen.net, L'Humanité du 9 février.)**

Le projet de loi Macron, adopté sous le coup du 49.3 à l'Assemblée Nationale avant d'être examiné au Sénat à partir du 7 avril, **entend étendre le travail dominiacal et nocturne**, jusqu'ici relativement encadré par le Code du Travail. L'hyper médiatisation de cette seule regression a permis de camoufler bien d'autres attaques contre le Code du travail, contre les CHSCT, etc.. Cette loi comprend également la réforme du tribunal des Prud'hommes, qui prévoit, pour « accélérer les procédures », de renvoyer les conflits vers des juges professionnels qui sont rarement spécialistes du droit du travail.

► **Et pendant ce temps là... selon les derniers chiffres de la Deutsche Bank, le montant total du stock des obligations émises par les institutions financières françaises s'élevait à 5 000 milliards d'euros à la fin 2014. Les risques portés par cette dette, équivalente à 250% du PIB français, sont bien plus importants pour notre économie que la dette publique française, mais pas de mesure d'austérité pour les banques que l'État renfloue au besoin.**

► **Et, pendant ce temps là... Olivier Brandicourt, nouveau PDG de Sanofi, poids lourd mondial du médicament et 2ème entreprise du CAC 40, reçoit une prime de bienvenue de 4 millions d'euros dans son entreprise.**

► **Et pendant ce temps là... McDonald's pratique l'optimisation fiscale grâce à sa holding au Luxembourg. En France, la perte de recettes fiscales est évaluée par trois fédérations syndicales internationales entre 386,2 et 713,6 millions d'euros, auxquels pourraient s'ajouter entre 308,9 et 570,9 millions d'euros de pénalités.**

Le 9 avril, partout en France, montrons par notre mobilisation que des choix solidaires sont possibles, contre les politiques d'austérité qui mettent à mal le lien social au profit d'une minorité qui accapare la richesse produite par tou(te)s.

OUI ! d'autres choix sont possibles pour une économie au service de l'humanité. **OUI !** D'autres choix sont possibles pour les services publics. **OUI !** D'autres choix sont nécessaires pour combattre divisions, discriminations, démobilité, ou dangereux repli identitaire, et pour garantir réellement « le vivre ensemble ».



Le 9 avril, par la grève et dans la rue faisons entendre une autre voie/voix, refusons le fatalisme, construisons l'avenir.